



3	مدة الإنجاز	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة
6	المعامل	شعبة علوم الاقتصاد والتدبير : مسلك العلوم الاقتصادية	الشعبة أو المسلك

Les pages n° 5, 6, 7 et 8 sont à rendre obligatoirement avec la copie.
L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée.
Pour les calculs, retenir uniquement les deux premiers chiffres après la virgule.
Évitez les ratures et les surcharges, mentionnez le numéro de la question.
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation soignée de la copie.

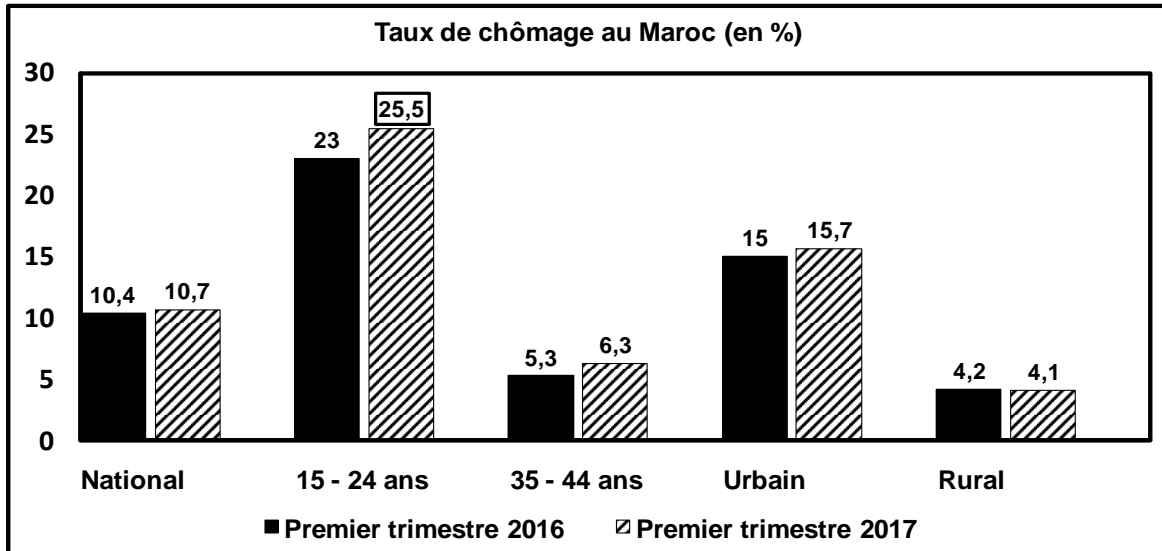
DOSSIER 1 : MARCHÉ, AGREGATS ET POLITIQUE BUDGETAIRE

DOCUMENT 1 : Chômage au Maroc

Les indicateurs du Haut Commissariat au Plan (HCP) révèlent que depuis 2010 la courbe du chômage chez les jeunes urbains est en augmentation constante. Selon le HCP, le taux de chômage a enregistré une aggravation entre le premier trimestre de 2016 et celui de 2017, avec 63 000 chômeurs en plus, exclusivement en milieu urbain, portant ainsi l'effectif total des chômeurs à 1 296 000 personnes.

Cette tendance haussière est particulièrement marquée parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans. Ainsi, cette catégorie devient plus vulnérable et peut constituer une proie facile à la délinquance et à l'extrémisme.

Par ailleurs, **un niveau élevé de chômage affaiblit le dynamisme d'une économie**, quelque soit les efforts déployés sur les autres grandeurs macroéconomiques.



**DOCUMENT 2 : Données de la comptabilité nationale marocaine aux prix courants
(Valeurs en milliards de DH et ratio en%)**

Eléments	2016	Variation 2016/2015 en %
Produit intérieur brut (PIB)	1 016	2,8
Revenu national brut disponible (RNBD)	..?..	3,2
Revenu de la propriété net en provenance de l'extérieur (RPNE)	- 18,5	- 1,6
Transferts courants nets en provenance de l'extérieur (TCNE)	79	6,7
Demande intérieure (DI)	1 120	5,4%
Exportations de biens et services (X)	357	3,8%
Taux d'épargne nationale (TEN)	28,8	

Source : www.hcp.ma

DOCUMENT 3 : Maroc, projet de loi de finances 2018

Le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2018 se caractérise par l'augmentation notable des investissements publics mais également de la masse salariale. En outre, un certain nombre de mesures de promotion de l'investissement privé sont prévues. Ainsi, des mesures incitatives sur le plan fiscal consistent notamment à réduire la pression fiscale sur les petites et moyennes entreprises (PME) par l'application d'un barème progressif de l'impôt sur les sociétés à 3 tranches (10%, 20% et 31%). De même, plusieurs exonérations concernant les droits d'enregistrement des actes constatant les opérations de constitution et d'augmentation de capital des sociétés seront introduites. En plus, le déficit budgétaire serait de 3% du PIB contre 3,5% en 2017.

Malgré ces dispositions, pour certains analystes, **ce budget reste prisonnier d'une logique comptable où la maîtrise du déficit budgétaire est prioritaire par rapport à la nécessité de relancer l'économie nationale.** Egalement, c'est un budget peu social dans la mesure où le pouvoir d'achat des ménages est placé face à des risques de détérioration. Ainsi, on ne peut que déplorer l'absence de mesures pour réduire l'impôt sur le revenu.

Données budgétaires marocaines (en milliards de DH)

Eléments	Loi de finances (LF) 2018	Variation en % (LF 2018 /LF 2017)
Recettes fiscales (RF)	218	5,8
Recettes non fiscales (RNF)	16	0
Dépenses de fonctionnement (DF)	196	4,2
Dépenses d'investissement du budget général (DI)	68	7,9
Solde ordinaire (SO)	12	71,4

Sources : www.finances.gov.ma et l'économiste du 07/12/2017 (Texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE :

06,75 points

DOCUMENT DE REFERENCE	N°	QUESTIONS	BAREME
Annexe 1	1	Complétez l'annexe N° 1 page n°5	1,50 pt
Document 1	2	Complétez l'annexe N°2 page n°5	1,50 pt
Document 2	3	Complétez l'annexe N°3 page n°6	1,50 pt
Document 3	4	Complétez l'annexe N°4 page n°6	2,25 pts

DOSSIER 2 : INFLATION, POLITIQUE MONETAIRE ET ECHANGES EXTERIEURS

DOCUMENT 4 : Maroc, l'inflation reste maîtrisée

L'économie nationale devrait croître de 4,3% en 2017 contre 1,2% en 2016, selon les dernières prévisions de Bank Al-Maghrib (BAM). Dans le même temps, la Banque centrale table sur une relative baisse de l'inflation. Après **1,6%** en 2016, l'inflation s'établirait à 1,1% en 2017. Ainsi, au moment où l'activité économique est en train de reprendre, l'inflation resterait maîtrisée : **une situation qui n'est pas logique du point de vue économique.**

Source : www.lematin.ma au 02/04/2017 (Texte adapté)

DOCUMENT 5 : Bank Al-Maghrib, une politique monétaire accommodante

Stimuler les crédits tout en veillant au maintien de la stabilité des prix a toujours été la principale mission de Bank Al-Maghrib. L'année 2016 n'a pas été une exception. Au cours de la première moitié de l'année 2016, le **renforcement des réserves internationales nettes (RIN) a permis une réduction du besoin en liquidité.** En conséquence, BAM a réduit le montant global de ses interventions qui est passé de 17,4 Milliards dirhams (Mds de DH), en moyenne hebdomadaire en janvier, à 6 Mds DH sur les trois premières semaines de juin. Aussi, elle a relevé le taux de la réserve obligatoire de 2% à 5%. Cependant, et dès fin juin 2016, l'impact de cette dernière décision sur les besoins de liquidité s'est fait sentir. En effet, cette décision avec l'augmentation de la circulation fiduciaire ont eu un impact restrictif plus important sur la liquidité que l'effet expansif de la hausse des RIN. Les besoins se sont ainsi élevés à 19,3 Mds DH en moyenne hebdomadaire. En conséquence, BAM a augmenté le volume de ses injections, le portant à 20,3 Mds DH dont 15,3 Mds DH à travers les avances à 7 jours.

Source : www.leseco.ma au 01/08/2017 (Texte adapté)

DOCUMENT 6 : La flexibilité du dirham

La flexibilité du taux de change fait l'objet depuis près d'une année d'un débat animé. Les arguments mobilisés pour soutenir la flexibilité du dirham mettent généralement en avant trois éléments principaux : l'amélioration de la compétitivité des entreprises, le rôle d'amortisseur de chocs en cas de crise des comptes extérieurs et l'attractivité des investissements étrangers.

Pour le premier argument, la flexibilité n'aurait d'impact positif qu'en cas d'une dépréciation de la monnaie nationale, synonyme d'une amélioration de la compétitivité. Cependant, **l'amélioration des exportations dépend de l'élasticité-prix de la demande extérieure.** Or, la faiblesse de nos exportations est liée plutôt à d'autres facteurs.

Source : www.sciencepo.ma au 17/07/2017 (Texte adapté)

DOCUMENT 7 : Economie mondiale et commerce extérieur marocain

Les pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), continuent de prendre plus de mesures de facilitation des échanges. Ainsi, entre octobre 2016 et octobre 2017, 128 mesures ont été mises en place y compris la suppression ou la réduction des droits de douane. Ces mesures interviennent dans le contexte d'une reprise des échanges commerciaux mondiaux. Plusieurs facteurs ont contribué à cette reprise. Il s'agit notamment du renforcement des flux commerciaux asiatiques et de la demande accrue aux États-Unis. Par ailleurs, selon l'OMC, les enquêtes antidumping ont représenté 83% des ouvertures d'enquêtes concernant des mesures correctives commerciales.

L'amélioration de l'économie mondiale s'est traduite par une hausse de la demande mondiale adressée au Maroc d'environ 4,5% en 2017 conduisant à une bonne performance de l'export. **Toutefois, le déficit commercial ne cesse de se creuser puisque l'import, à valeur élevée, demeure quasi-incompressible.**

Données sur les échanges extérieurs marocains (en millions de DH)

Eléments		2016	2017
Importations	Biens	408 970	435 276
	Services	84 006	94 473
Exportations	Biens	223 965	245 059
	Services	150 535	162 560
Solde commercial		- 185 005	- 190 217
Recettes MRE (marocains résidant à l'étranger)		62 553	65 373
Flux d'investissements directs étrangers « IDE »		21 156	24 420

Sources : www.latribune.fr au 08/12/2017, www.leseco.ma au 17/01/2018 et office des changes (Texte adapté)

DOCUMENT 8 : Importations marocaines des principales céréales

Eléments (Poids en millions de tonnes et prix de la tonne en DH)	2015		2016	
	Poids	Prix	Poids	Prix
Blé	3,2	2 600	6,2	2 000
Maïs	2,1	2 000	2	1 900
Valeur totale (en millions de DH)	12 520		16 200	

Source : Rapport de Bank Al-Maghrib, 2016

TRAVAIL A FAIRE :
08,75 points

DOCUMENT DE REFERENCE	N°	QUESTIONS	BAREME
Annexe 5	5	Complétez l'annexe N°5 page n°7	1,00 pt
Document 4	6	Complétez l'annexe N° 6 page n°7	1,25 pt
Document 5	7	Complétez l'annexe N°7 page n°7	1,50 pt
Document 6	8	a- Dégagez un effet positif éventuel de la flexibilité du dirham sur la balance commerciale ;	0,25 pt
		b- Expliquez le passage en gras souligné ;	0,50 pt
		c- Précisez deux facteurs explicatifs de la faiblesse des exportations marocaines ;	0,25 pt
		d- Montrez l'impact éventuel d'une appréciation du dirham sur le solde budgétaire marocain.	0,50 pt
Document 7	9	a- Complétez l'annexe N°8 page n°8 ;	1,75 pt
		b- Précisez un avantage et une limite de la hausse des flux d'investissements directs étrangers en 2017 pour le Maroc ;	0,25 pt
		c- Expliquez le passage en gras souligné.	0,50 pt
Document 8	10	Complétez l'annexe N°9 page n°8.	1,00 pt

DOSSIER 3 : CROISSANCE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT
DOCUMENT 9 : Maroc, limites de la croissance économique

Le modèle de développement mis en œuvre au début des années 2000 a réalisé une performance appréciable soit une croissance moyenne de 4% à 5%. Mais, les signes d'essoufflement et les fragilités structurelles du modèle n'ont pas tardé à se manifester. C'est un modèle de croissance qui reste volatile : ses performances portent toujours l'empreinte du climat et des facteurs naturels. Ce modèle est tiré par la demande intérieure qui reste modeste, il est faiblement générateur d'emplois. L'insertion dans l'informel précaire et peu protégé devient presque l'unique chance de survie pour une grande partie de la population. C'est un modèle aux changements structurels lents, la part de l'industrie dans la création de richesses demeure faible. Par ailleurs, si la dynamique de la croissance a eu quelques retombées positives sur les conditions de vie des populations, la richesse créée a été inégalement distribuée.

Source : www.medias24.com au 15/10/2017 (Texte adapté)

DOCUMENT 10 : Indice du développement humain « IDH » 2016

Le Maroc avance très lentement en matière de développement humain. C'est ce qu'indique le programme des nations unies pour le développement (PNUD) dans son rapport sur l'IDH 2016. Comme l'année dernière, le Maroc gagne trois places dans l'indice 2016 et arrive à la 123^{ème} place du classement mondial parmi 188 pays. Avec une telle performance, le Maroc maintient sa position dans la catégorie des pays au développement humain moyen et reste devancé par de nombreux pays arabes. Ce classement est établi sur la base de plusieurs critères dont la scolarisation, l'accès aux services de santé, le revenu par habitant et l'espérance de vie.

Source : www.yabiladi.com au 21/03/2017 (Texte adapté)

DOCUMENT 11 : Maroc, indicateurs économiques et de développement

Année	2014	2015	2016
Taux de croissance économique en %	2,7	4,5	1,2
Indice de développement humain	0,617	0,628	0,647
RNBD par habitant (en dirhams)	29 170	30 575	31 229

Sources : www.undp.org et www.hcp.ma

TRAVAIL A FAIRE :
4 points

DOCUMENT DE REFERENCE	N°	QUESTION DE SYNTHESE	BAREME
Dossier 3	11	<p>Exploitez les documents du dossier n°3 et vos connaissances acquises</p> <p>La croissance économique et le développement sont deux concepts différents mais très liés. Après avoir distingué les deux notions tout en expliquant leur dépendance, présentez les limites de la croissance économique marocaine et montrez comment ces limites influencent négativement le niveau de l'IDH au Maroc.</p> <p>NB : Votre travail doit respecter la forme usuelle d'une synthèse argumentée : Introduction, développement et conclusion</p>	4 pts

ANNEXES A COMPLETER ET A RENDRE OBLIGATOIREMENT AVEC LA COPIE

ANNEXE N° 1 : Mettez une croix dans la case appropriée (Vrai ou faux), justifiez (1,50 pt)

Proposition	Vrai	Faux	Justification
Le marché se définit exclusivement par un lieu réel			
Sur un marché de concurrence pure et parfaite, le prix est déterminé par les entreprises dominantes			
Sur un marché de monopole, lorsque le coût marginal est inférieur à la recette marginale, le producteur a intérêt à produire plus			
Un marché de concurrence monopolistique vérifie la condition d'homogénéité des produits			

ANNEXE N°2 : (Référence : Document 1) (1,50 pt)

a- Lisez la donnée en gras encadrée ;	25,5% :		
b- Calculez la population active âgée de 15 ans et plus au premier trimestre 2016 ;	Formule	Application numérique	Résultat
c- Caractérisez en illustrant le chômage au Maroc ; (deux caractéristiques)			
d- Relevez une conséquence sociale du chômage ;			
e- Expliquez le passage en gras souligné.			

ANNEXE N°3 : (Référence : Document 2)
(1,50 pt)

a- Lisez la donnée en gras soulignée	28,8% :		
b- Calculez :			
Elément	Formule	Application numérique	Résultat
RNBD en 2016			
Importations de biens et services en 2016			
c- Expliquez l'évolution du RNBD en 2016 par rapport à 2015			

ANNEXE N°4 : (Référence : Document 3)
(2,25 pts)

a- Lisez la donnée en gras soulignée	71,4% :		
b- Calculez :			
Eléments	Formules	Application numérique	Résultats
Dépenses en intérêts et commissions (DIC) se rapportant à la dette publique en 2018 ;			
Solde du budget général (hors produits des emprunts et hors amortissement de la dette publique à moyen et long termes) en 2018 ;			
c- Pour la politique budgétaire, Relevez :	Une action par les recettes		
	Une action par les dépenses		
d- Montrez l'effet éventuel de la réduction de la pression fiscale au profit des PME sur l'emploi ;			
e- Commentez en illustrant le passage en gras souligné du texte.			

ANNEXE N°5 : Cochez la réponse juste en mettant une croix (1,00 pt)

<p>1- L'inflation favorise : Les débiteurs Les épargnants Les créanciers Les salariés</p> <p>2- La monnaie scripturale correspond à : Des chèques émis par des agents économiques ; Des soldes créditeurs des comptes sur carnets ; Des soldes créditeurs des comptes à vue ; Des placements à terme.</p>	<p>3- La revente des billets de trésorerie se fait sur : Le marché financier primaire ; Le marché financier secondaire ; Le marché de change ; Le marché des titres de créance négociables</p> <p>4- La hausse des taux d'intérêt sur les crédits bancaires peut induire : Une inflation par la monnaie Une inflation par les coûts Une inflation par la demande</p>
---	---

ANNEXE N°6 : (Référence : Document 4) (1,25 pt)

a- Lisez la donnée en gras soulignée ;	1,6% :			
b- Calculez et lisez l'IPC prévu en 2017 sachant que celui de 2016 est de 117,1	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
c- Expliquez le passage en gras souligné.				

ANNEXE N°7 : (Référence : Document 5) (1,50 pt)

a- Relevez :	Une composante de la masse monétaire	
	Une contrepartie de M3	
b- Expliquez le passage souligné du texte		
c- Caractérissez la politique monétaire de BAM en 2016 :		
	Première moitié 2016	Deuxième moitié 2016
Evolution de la liquidité bancaire		
Une action de BAM		
Objectif final		

